

Weiler, Nolwenn, "Coupe du monde: l'exploitation des travailleurs migrants du Qatar se poursuit", *Observatoire des Multinationales (ODM)*, Francia, 01 de abril de 2016.

Consultado en:

<https://multinationales.org/Coupe-du-monde-l-exploitation-des-travailleurs-migrants-du-Qatar-se-poursuit>

Fecha de consulta: 11/12/2020.



Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs migrants, pour la plupart d'origine indienne ou népalaise, construisent actuellement les stades et autres infrastructures de la Coupe du monde 2022 au Qatar. Le tout dans des conditions de travail et de vie déplorables, qui se traduisent par des dizaines d'accidents mortels. Privés de leurs passeports, les migrants sont dans l'impossibilité de quitter le pays ou même de changer d'employeur. Malgré plusieurs années d'alertes et de pressions des syndicats et des ONG auprès de la Fifa, des entreprises donneuses d'ordre comme Vinci et des autorités qataries, la situation n'évolue pas sur le terrain, comme vient le montrer un nouveau rapport d'Amnesty international.

Construit en 1976, le Khalifa International Stadium, haut lieu sportif du Qatar, est en cours de rénovation pour doubler sa capacité et accueillir les 40 000 spectateurs qui voudront assister aux matches de la Coupe du monde de foot de 2022. Une toiture semi-ouverte a été savamment étudiée pour abriter tout ce beau monde de l'écrasant soleil de la péninsule

arabique. « *Des technologies de refroidissement révolutionnaires sont en cours d'installation, afin d'assurer une température fraîche et agréable pour les spectateurs et des conditions idéales pour les joueurs et les arbitres* », souligne le [Comité suprême](#), instance responsable de l'organisation de la Coupe du monde de 2022 et de la rénovation du stade.

Les travailleurs qui coulent le béton, montent les tribunes et peaufinent l'installation de ce stade tout confort ne bénéficient malheureusement pas de telles attentions. « *Ici, je vis comme si j'étais en prison*, rapporte Deepak, ouvrier métallurgiste venu du Népal. *On a travaillé de nombreuses heures sous un soleil de plomb. La première fois que je me suis plaint au sujet de ma situation, peu après mon arrivée au Qatar, le chef m'a dit "Si tu veux te plaindre, tu peux, mais cela aura des conséquences. Si tu veux rester au Qatar, reste tranquille et continue de travailler".* »

### **La Coupe du monde de la honte**

Plusieurs dizaines de collègues de Deepak ont raconté à des enquêteurs d'Amnesty international les conditions terribles dans lesquelles ils vivent et travaillent : après avoir versé des sommes considérables à des recruteurs dans leur pays d'origine – Bangladesh, Inde et Népal principalement – pour obtenir un emploi au Qatar, les travailleurs découvrent des conditions de travail apocalyptiques, et extrêmement dangereuses, sans être nécessairement payés. Ils s'entassent dans des logements sordides, et se voient parfois confisquer leurs passeports, ce qui leur interdit toute sortie du territoire [1].

Ceux qui osent prendre la parole pour réclamer que leurs droits soient respectés reçoivent des menaces. Quand Nabeel, ouvrier métallurgiste venu d'Inde qui a œuvré sur le chantier de rénovation du stade Khalifa, s'est plaint de ne pas avoir été payé pendant plusieurs mois, son employeur l'a insulté et lui a dit que s'il se plaignait de nouveau, il ne pourrait jamais quitter le pays. « *Depuis, je fais attention à ne pas me plaindre au sujet de mon salaire ou de quoi que ce soit d'autre*, dit-il. *Bien sûr, si c'était possible je changerais de travail et je partirais du Qatar.* »

Ces [violations et abus](#) sont dénoncés depuis quatre ans par plusieurs organisations internationales et syndicats. Le rôle des grandes entreprises internationales de BTP qui

coordonnent ces chantiers - dont les françaises Vinci et Bouygues - a particulièrement été mis en avant. Vinci, poursuivie en France par l'association Sherpa pour les atteintes aux droits humains occasionnées par ses activités au Qatar, a répliqué par une série de poursuites contre l'ONG (lire nos articles [ici](#) et [là](#)).

Pendant ce temps, sur le terrain, la situation n'évolue pas. Selon Amnesty international, la fédération internationale du football (FIFA), principal commanditaire des installations construites en ce moment, tarde à y remédier. « *Après avoir fait des promesses durant cinq ans, la FIFA a en grande partie manqué à son devoir d'empêcher que la Coupe du monde ne soit bâtie sur un socle d'atteintes aux droits humains* », déclare Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International.

### **Responsabiliser les entreprises et les sponsors**

« *Très concernée* » par la question du respect des droits humains des travailleurs, la Fifa a répondu à Amnesty international « *avoir bâti depuis cinq ans, au Qatar, une solide relation de travail avec le Comité suprême* ». Ce comité a publié en 2014 des « *normes de bien-être des travailleurs* », qui obligent les entreprises intervenant sur les chantiers de la Coupe du monde à accorder aux travailleurs de meilleures conditions de travail que celles prévues par la législation du Qatar. Problème, selon Amnesty international : le comité s'adresse en priorité aux principaux contractants pour faire appliquer ces standards. Or, de multiples sous-traitants opèrent sur les chantiers. « *Par ailleurs, l'application de ces normes repose trop sur les audits réalisés par les entreprises elles-mêmes, ce qui ouvre la porte à des dissimulations* », regrette l'ONG.

« *Les sponsors de la FIFA, tels qu'Adidas, Coca-Cola et McDonald's doivent faire pression sur elle et s'occuper de la question des conditions de travail des travailleurs migrants au Qatar* », estime par ailleurs Amnesty international. Autres acteurs mis en cause : les entreprises qui opèrent sur la construction du stade Khalifa. « *Midmac-Six Construct, dont l'une des sociétés mères est belge, est l'opérateur principal sur le complexe sportif où se situe le stade Khalifa. Ce groupe sous-traite des opérations à d'autres entreprises. Les abus identifiés dans ce rapport ont notamment eu lieu chez des fournisseurs indirects de cette entreprise.* »

*« Certains des abus ont été corrigés depuis que nous avons alerté les entreprises », relève Amnesty international. Et pour les ouvriers qui se sont entretenus avec l'ONG entre février et mai 2015, la situation s'est améliorée : certains ont été relogés dans de meilleures conditions et ont retrouvé leur passeport. Mais d'autres abus n'ont pas été réglés. « Certaines des plus grandes stars du football mondial joueront probablement bientôt dans des stades construits par des migrants exploités, remarque Salil Shetty. Il est temps que les dirigeants du football dénoncent à voix haute ces abus s'ils ne veulent pas être salis indirectement ».* D'autant que les délais se rapprochant, la pression va augmenter, de même que le nombre de travailleurs migrants.

Nolwenn Weiler

—

Photo : Cassim Shepard CC